DIAL 2563

COLOMBIE - La guerre nous détruit et nous appauvrit

Héctor A. Torres

samedi 1er juin 2002, mis en ligne par Dial

La Colombie vient d'élire un nouveau président. Après l'échec des négociations de paix sous la présidence de Andrés Pastrana, le nouvel élu, Alvaro Uribe, qui appartient à la droite « dure », est décidé à éliminer la guérilla par les armes. Il n'en est que plus actuel de faire une sorte de bilan des méfaits causés par le conflit qui sévit en Colombie depuis tant d'années. Nous publions ci-dessous la synthèse d'un article de Hector A. Torres, paru dans la revue qu'il dirige, Utopías*, janvier-février 2002.*

Les pages qui suivent, bien que de manière incomplète, cherchent à montrer les dommages que la guerre inflige à la vie des Colombiens, hommes et femmes, ainsi qu'à l'économie nationale. Ces chiffres et ces données sont peu connus et sont une raison de plus pour nous convaincre de l'urgence d'en finir avec la guerre et de la nécessité d'apprendre à résoudre les conflits politiquement et sans violence.

I . SITUATION HUMANITAIRE CRITIQUE

1. Les pertes en vies humaines et les violations des droits humains

1.1. Depuis 1991, le conflit armé a coûté la vie à 350 000 Colombiens des deux sexes (El Colombiano, 17 février 2002). Entre 1991 et 1996, il y eut 9 500 morts à la guerre. Les victimes furent des membres de la force publique, des guérilleros et des paramilitaires. Ce chiffre n'inclut pas toutes les pertes côté guérilla et côté paramilitaires, parce que chaque fois qu'ils le peuvent, ils emportent les cadavres de leurs militants, pour éviter qu'on les dénombre.

1.2. Les assassinats politiques et le retard dans la mise en œuvre de la démocratie participative. En 40 ans de guerre, ont été assassinés plusieurs milliers de leaders politiques et responsables sociaux qui se battaient pour régénérer la vie politique nationale. Ils sont des milliers à avoir abandonné le pays ou à s'être éloignés des luttes pour la démocratie, à cause des menaces et de la lassitude. Entre 1988 et 1995, ce sont 17 819 leaders politiques et responsables sociaux qui ont été assassinés.

1.3. L'assassinat de la population civile par les paramilitaires (massacres), les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) (bombonnes de gaz de grande taille bourrées d'explosifs), l'Armée de libération nationale (ELN) (sabotage à l'explosif d'oléoducs, tel celui de Machuca). L'assassinat de femmes mérite une mention spéciale parce que cela va a l'encontre de la participation des femmes aux mouvements sociaux et populaires. Selon le Rapport sur la violence sociopolitique contre des femmes et des jeunes filles en Colombie (novembre 2001), entre avril et septembre 2000, ont été assassinés 27 fonctionnaires publics, 3 syndicalistes, 4 femmes défenseurs des droits humains, 14 éducatrices, 2 membres de partis politiques, 2 ex-membres de la guérilla réinsérés dans la vie civile et 20 animatrices sociales.

1.4. Le suicide de soldats, guérilleros, paramilitaires, à cause de la crise créée par la guerre. Ils ont vu

tomber leurs camarades et subi les mauvais traitements et l'humiliation dans les groupes armés. Il y a même des crises nerveuses de proches parents qui, à un moment donné, se sentent responsables de n'avoir pas empêché l'entrée de leur fils dans des armées. Les chiffres des suicides dans les rangs de la guérilla et des paramilitaires ne seront jamais publiés. Pas plus qu'on ne connaîtra le nombre d'éléments qui ont été condamnés à mort et fusillés pour n'avoir pas respecté l'autoritarisme ou avoir été " jugés " pour " déviations politiques ", pour soupçons d'intelligence avec l'ennemi, ou victimes de vengeances internes, etc. Pour l'année 2000, il y eut 1 799 suicides, pour divers motifs.

1.5. Le déplacement forcé. Outre le drame humain qu'il constitue, il entraîne la baisse, voire l'anéantissement de la production agricole et du bétail. Les ONG chargées d'établir les statistiques considèrent qu'en 17 ans 2 millions et demi de personnes ont été déplacées.

1.6. La disparition forcée de plus de 4 000 personnes dans un laps de temps de 25 ans. Le budget que les familles dépensent dans la recherche de leurs êtres chers fragilise les finances de la famille dont les ressources sont généralement maigres, car les victimes appartiennent aux secteurs populaires. Il faudrait calculer les jours de travail consacrés à la recherche, qui bien souvent oblige à renoncer à son emploi pour se donner tout entier à elle.

1.7. L'extorsion et la séquestration représentent une hémorragie pour l'économie familiale et nationale en raison du paiement de sommes élevées. Comment quantifier le temps consacré à rechercher les personnes enlevées ? En outre, que de jours, mois et années improductifs auxquels s'ajoutent les coûts de la récupération physique et psychologique des victimes. Il n'existe pas de chiffres globaux sur l'hémorragie de l'économie, mais les données ci-après permettent de se faire une idée.

Selon un article de la revue Semana (8 septembre 1997), durant la seule année 1996, l'industrie de la séquestration brassa 400 millions de dollars
Ces 5 dernières années (1997-2001) il y eut 14 770 enlèvements. Au 15 février 2002, on en comptait déjà 183. Une étude d'Eduardo Delgadillo Bravo affirme qu'en 67 ans (1933-l999) il y eut 18 291 séquestrations. Depuis 1990, le chiffre des enlèvements double par rapport aux années antérieures, soit un total de 1 275, (excepté 1993 et 1996). A partir de 1999 les chiffres doublent encore par rapport aux années antérieures : 1999 : 2 987 ; 2000 : 3 706 ; 2001 : 3 041

Selon l'étude de Delgadillo, les auteurs d'enlèvements se répartissent ainsi : FARC : 35%, délinquance ordinaire : 30%, ELN : 20% ; EPL : 5%, Bàteman (autre groupe de guérilla) : 4%, milices : 3%, paramilitaires : 3% (El Espectador, 6/1/2000).

1.8. Les personnes torturées et leur incapacité à produire, à laquelle s'ajoutent les dépenses de récupération physique et psychologique.
l.9. Les personnes mutilées au cours de faits de guerre, qui cessent d'être productives et deviennent un poids économique pour leurs familles, car l'État les abandonne.

1.10. La perte de vies humaines parmi le personnel médical et paramédical. D'après le Comité international de la Croix-Rouge, entre 1995 et 1998, un fonctionnaire de la santé a été assassiné tous les 15 jours. Ce qui s'ajoute aux menaces, séquestrations et exils de médecins et infirmières, qui peuvent rester sans travail en raison de cette situation.

1. 11. Les malades mentaux chez les combattants, leurs familles et amis. Peut-être existe-t-il des maladies propres à la guerre en Colombie, un pays chaque jour plus malade. En 1995, l'Hôpital militaire a évalué à 23 milliards de pesos [1] les dépenses de santé liées à la guerre.

1.12. Les veuves et orphelins de guerre. Fils et filles doivent entrer dès leur plus jeune âge dans le monde du travail pour assurer les rentrées d'argent disparues avec la mort de l'un des parents.

1. 13. Les morts et handicapés par mines antipersonnelles ou " brise-jambes ". Les dix premiers mois de 2001, il y eut 162 accidents dus aux mines : 31 personnes moururent et 131 furent blessées. La plupart subirent des mutilations qui entraînèrent une invalidité permanente. On calcule qu'il y a près de cent mille

mines cachées dans 140 communes de 22 départements. 20% d'entre elles furent posées par l'armée, 30% par les FARC, 25,9% par l'ELN et 1,6% par les paramilitaires, d'après le rapport de l'Observatoire pour les droits humains de la présidence de la République. Dans une étude sur les mines antipersonnelles, en date d'août 2000, qui repose sur diverses sources, on évalue qu'à cette date il y avait en Colombie 732 victimes des mines. Si l'on ajoute les deux chiffres mentionnés ici, nous aurions en octobre 2001, 894 victimes. Mais, de toute évidence, elles sont plus nombreuses. Les mines sont disséminées sur 200 000 km2, dans 25 départements et 150 communes.

1. 14. La violence sexuelle contre les femmes et les enfants, par les acteurs armés, ainsi que la contrainte autoritaire d'adopter des mesures contraceptives et d'avorter. En outre les femmes et les filles gardent des lésions physiologiques et psychologiques.

1. 15. L'aggravation de la mauvaise qualité de vie des paysans et paysannes, car tous les acteurs armés contrôlent l'approvisionnement en vivres, médicaments et autres denrées.

1. 16. La dénutrition chez toutes les personnes déplacées, due à un style de vie inhumain : manque d'habitation, de services de base, de surveillance médicale… D'après le Rapport sur la violence sociopolitique contre les femmes et les filles en Colombie, élaboré par la Table de travail Femme et conflit (novembre 2001), " dans les foyers déplacés, il se produit une carence alimentaire en calories et une détérioration de la qualité du régime familial. Avant d'être déplacées ces familles avaient un régime équilibré, généralement composé de viande -bétail ou poulet-, de riz, de légumineuses, d'œufs, de lait, de manioc, d'igname, de banane. Après leur déplacement on note une consommation élevée d'hydrates de carbone, surtout le manioc, le riz et la banane " (p.18)

1. 17. Le retour de maladies tropicales (malaria, fièvre jaune, tuberculose…) dans les zones de conflit, en raison de la dénutrition et de l'absence de personnel médical et paramédical à qui l'on interdit l'accès, ou à cause des difficultés de circulation ou de la peur d'être séquestré.

1. 18. Le pillage des médicaments, des instruments médicaux et la destruction des postes de soins médicaux.

1. 19. La carence de services publics pour l'ensemble de la population colombienne en raison du gaspillage effectué en faveur du budget militaire.

1. 20. La rupture des processus sociaux à cause du contrôle exercé sur les organisations sociales, la limitation de leurs réunions, la fermeture temporaire ou définitive d'organisations populaires de différente nature ou leur enlisement. Ces organisations furent bâties au prix de grands efforts et d'un investissement important en capital humain et économique. En d'autres termes, on a défait et lésé le tissu social. Que l'on pense à ce qui est arrivé aux syndicats, aux organisations paysannes, aux ONG de droits humains, à des organisations féminines comme la OFP de Barrancabermeja, etc. Anmucic (Association nationale de femmes paysannes et indigènes de Colombie) s'est vue obligée à fermer ses bureaux dans quatre départements. Au cours des cinq dernières années (1997-2001), 6 300 femmes de cette organisation et de 18 districts furent déplacées. On décapite ainsi le leadership féminin. Depuis 1995, 30 femmes ont été assassinées.

II . LES DOMMAGES AUX INFRASTRUCTURES

Les sabotages à l'explosif d'oléoducs et de pylônes électriques : la destruction de ponts et de routes : les attentats contre les infrastructures charbonnières : l'incendie de bus, de véhicules et semi-remorques.

2. 1. Pétrole. Il existe quatre oléoducs dans le pays : Caño Limon, 780 km ; Colombia, 480 km ; Transandino, 310 km, et Central, 508 km.
Au cours des 16 dernières années 5 343 attaques ont été menées contre les infrastructures pétrolières : oléoducs, stations de pompage et de stockage… Dans les trois dernières années (1999-2001), le nombre des attentats s'est nettement accru. Il y eut 728 actions contre les infrastructures pétrolières, en 1999. En 2001, il y eut 1 587 attentats, le chiffre le plus élevé de l'histoire pétrolière.

En 2001, l'industrie pétrolière a enregistré un manque à gagner de plus de 550 millions de dollars.

2.2. Énergie. Nombreux sont les pylônes du système électrique national qui ont été endommagés. De 1999 jusqu'au 12 février 2002, les FARC et l'ELN ont détruit 1 020 pylônes. Les attentats augmentent les coûts pour le consommateur, c'est-à-dire pour les citoyens. Pour cette année 2002, on calcule que la réparation des pylônes oscille entre 50 000 et 80 000 dollars pièce.

2.3. Charbon. Entre 1996 et 1997, le charbon a subi des pertes de 17 millions de dollars, consécutives au manque de ventes, au retard des bateaux et à la réparation des moyens de transport (camions, chemin de fer).

L'ANDI a déclaré que le secteur énergétique du pays (pétrole, charbon et électricité) a perdu 1 milliard de dollars entre 1997 et 2000.

2.4. Les dommages écologiques. Il s'agit des dommages provoqués par le déversement du brut, qui sont très graves, et souvent irréversibles. Sur 100 barils répandus, on en récupère seulement 25 à 30. Les autres polluent le sol ou la terre, les éléments nutritifs et les minéraux sont altérés et l'érosion progresse. Par conséquent, pâturages, champs et récoltes en subissent les conséquences. Les cours d'eau sont empoisonnés (parfois sur près de 200 km de leur cours), ainsi que lagunes, puits et marais. Dans les plantes, les bois et les forêts, la photosynthèse est affectée de même que la respiration des végétaux, qui non seulement se dessèchent mais cessent aussi de produire de l'oxygène. C'est la mort des bovins et des oiseaux, des poissons, des reptiles et des insectes. Dans l'étude de la Defensoria del Pueblo, déjà citée, on explique : " Avec les fuites de pétrole occasionnées par les sabotages à l'explosif et d'autres faits, on observe une forte pollution des eaux souterraines et superficielles... Le pétrole atteint la zone marécageuse par les cours d'eau et les fissures limitrophes, dont il affecte la vie en déstabilisant les sédiments, les éléments nutritifs et l'oxygène... Là où il y a épanchement, l'horizon organique des sols en question est complètement détruit... Les organismes vivants, qui jouent un rôle fondamental dans le processus de formation du sol, disparaissent, bloquant ainsi ce processus... L'infiltration de brut affecte le drainage, car les pores étant couverts de pétrole, la pénétration de l'eau devient impossible... "

2.5. Destructions affectant des communes : habitations, églises, sièges de banques agricoles, écoles, postes de soins médicaux, maisons de la culture, casernes de police et bâtiments militaires.

2.6. Le sabotage des entreprises de transports de marchandises. " Les routes sont des fantômes nocturnes avec leurs propres pirates ", titrait un article d'El Colombiano , du 6 novembre 2001. " Les recettes des transporteurs ont baissé de 60% ", d'après la Fédération colombienne des transporteurs de marchandises (Colfecar), en 2001.

2.7. La destruction des cabines de péage. Il faut également mentionner les péages illégaux installés par la guérilla et les paramilitaires.

2.8. Les vols de la population civile sur les routes et la chute du tourisme national. " L'insécurité sur les routes, la séquestration de personnes par la guérilla et les actes de délinquance ont provoqué une réduction de 55% des voyages par route... L'Association de commerçants de pièces auto a annoncé qu'en 2001, au titre des séquestrations, rackets et extorsions, le secteur avait payé 50 millions de dollars " (El Colombiano, 29-01-02).

2.9. Le vol de voitures et autres véhicules qui atteignait le nombre de 37 800 pour la seule année 2001. C'est bien connu, dans la zone démilitarisée, circule un nombre élevé de véhicules volés et ce sont des voitures volées qui servent de voitures piégées et qui sont utilisées par la guérilla et les paramilitaires pour leurs déplacements, leurs enlèvements et actions illégales (El Colombiano, 29-01-02).

III. Autres pertes économiques

3.1. L'augmentation du budget de la guerre de toutes les forces combattantes.

Les dépenses de la Force publique par rapport au budget national ont été les suivantes :

1991 : 15,7%

1992 : 14,3%

1993 : 22,9%

1994 : 17,8%

1995 : 21,0%

1996 : 18,9%

1997 : 19,0%

1998 : 17,0%

1999 : 17,5%

2000 : 18,7%

(Source : Document de César Giraldo, p.15, octobre 2001. Archives Utopias).

3.2. Les coûts élevés de la protection de plusieurs centaines de personnes.

" Les dépenses pour la protection des personnes se sont emballées ", a déclaré le ministre de l'intérieur, d'après l'article de El Colombiano du 10-10-01. À cette date, le ministre de l'intérieur demandait une rallonge budgétaire de 7 milliards de pesos [2], pour la protection, entre autres, de 80 parlementaires qui étaient déjà l'objet d'une protection spéciale. En 1999, l'Etat protégeait 400 personnes. En 2001, 1 500 citoyens et il y avait plus de 3 000 demandes de protection. La police nationale employait 5 000 agents pour la sécurité personnelle, 450 pour garder les bâtiments du Congrès et escorter les congressistes.

3.2. Les attaques continuelles de banques par les guérillas et la destruction de leurs sièges.

3.3. Le vol et/ou le massacre de bétail et la destruction des infrastructures des exploitations agricoles.

D'après Fedegan, les éleveurs ont payé 54,6 millions de pesos [environ 23 230 de dollars] en rançon durant le premier semestre de 2001. La guérilla leur a volé et tué 64 500 animaux. 319 éleveurs de bétail furent séquestrés. Aux pertes indiquées dans les rubriques ci-dessus, s'ajoutent les pertes liées à l'absence de natalité chez les animaux, à la non-production de lait, etc. Perte au premier semestre : 346 millions de pesos [3]. (El Espectador, 26-07-01).

3.4. La baisse ou l'inexistence de la production agricole et de bétail. Ce sont des pertes qui se chiffrent en milliards de pesos. Comment évaluer, par exemple, ce que n'ont pas produit les personnes déplacées ? Combien de fermes sont à l'abandon ?

3.5. La paralysie des économies régionales suite aux grèves armées [4]. La "grève armée" au Putumayo, d'octobre à décembre 2000, laissa 350 000 personnes en état de siège et entraîna une perte de 60 milliards de pesos [5].

3.6. L'impôt des guérilleros sur la commercialisation des liqueurs, de la bière et des boissons fraîches.

3.7. Le marasme que produisent dans les communes l'assassinat et les menaces contre les autorités municipales (maires, délégués, conseillers, instituteurs... et même prêtres et pasteurs), les pertes dans les budgets municipaux et les travaux publics sont imputables aux guérilleros parce qu'ils prélèvent des impôts.

3.8. Les dépenses élevées pour le fonctionnement de l'appareil judiciaire (jugement de guérilleros, paramilitaires et membres de la force publique).
3.9. Les pertes représentées par le paiement d'assurances et journées non travaillées à cause de la guerre.

3.10. Les dépenses pour la surveillance et la sécurité privées. En 1997, il y avait 85 546 personnes employées à la surveillance privée, armées et non armées (les soldats de métier sont à peine 55 000). En 1980 il y avait seulement 17 096 personnes. Entre 1991 et 1996, les dépenses dans ce secteur équivalaient à 4,3% du PIB. Par an, cela fait une moyenne de 0,7% du PIB.

3.11. La destruction de bois, forêts et taillis, pour semer des plantes illégales encouragées par les narcotrafiquants alliés aux guérilleros ainsi que les paramilitaires. Sans oublier les fumigations imposées par les Etats-Unis qui entraînent la perte des cultures vivrières, des animaux domestiques et des personnes. Les fumigations détruisent la biodiversité et l'écosystème.

La Colombie est un des pays les plus riches en biodiversité et il a été déclaré " pays à haut risque " par quelques organisations écologiques. Selon le ministère de l'environnement, entre 1974 et 1998, un million d'hectares de bois ont été détruits afin de développer les cultures d'usage illégal. Pour 2001 il y aurait 163 290 ha de ces cultures. Ces quinze dernières années, on aurait utilisé 900 000 tonnes d'engrais chimiques qui ont contaminé la terre.

3.12. La fuite des capitaux et la diminution des investissements étrangers. " En cinq ans, 3 790 milliards de dollars sont sortis du pays " a déclaré le vice-ministre des finances Federico Rengifo (El Espectador, 25-05-01). L'Association bancaire de Colombie (Asobancaria) a révélé que chaque semaine l'équivalent de 39 millions de dollars sortent du pays. Le secteur privé a placé à l'étranger 661,9 millions de dollars (El Espectador, l5-01 et 23-07-01).

3.13. La fuite des cerveaux, de professionnels qualifiés et de travailleurs. " Nous sommes un pays de migrants... Entre 8 et 10% des Colombiens vivent à l'étranger. Notre pays se trouve dans la catégorie des pays à la plus forte migration internationale..." (El Espectador, 4-06-2000). " La fuite des cerveaux colombiens s'accentue... Près de 225 000 ont émigré en 1999 ". " La situation économique et la violence dans le pays ont engendré un flux migratoire croissant ces dernières années. Les professionnels jeunes n'ont plus foi en leur pays et recherchent de nouveaux horizons . 48,4% vont aux Etats-Unis, 26,1% en Amérique du Sud, 14,5% en Amérique Centrale et 9,9% en Europe " (El Espectador, 3-11-2001).

Sources :

– Les chiffres et données pour la période 1991 et 1996 ont été extraits du document : Los Costos de la Criminalidad y Violencia en Colombia, Planeacion Nacional, Serie Archivo de Macroeconomia, Document 76, sous la direction d'Edgar Trujillo et Marta Elena Badel).

– Informe sobre la Violencia Sociopolitica contra Mujeres y Niñas en Colombia, de la Mesa de Trabajo Mujer y Conflicto Armado, Bogotà, novembre 2001.

– En Defensa del Pueblo, Acuso, Defensoria del Pueblo, 1997.

– UNICEF, "Sembrando Minas Cosechamos Muerte". Colombia y las Minas Antipersonales, 2000. Archives de documents et presse de la revue Utopias.

– Organizacion Internacional para las Migraciones (OIM) y DAS (El Espectador, 3-11-2000).

– Dial – Diffusion d'information sur l'Amérique latine – D 2563.

- Traduction Dial.
- Source (espagnol) : Utopías, janvier-février 2002.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - http://enligne.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] 9,800 millions de dollars.

[2] Environ 2,980 millions de dollars.

[3] Environ 147 230 dollars.

[4] Grève imposé par la guérilla à une population donnée, aussi bien pour la circulation que pour le fonctionnement des entreprises.

[5] Environ 25 531 millions de dollars.